

**La présidence ne se contente plus d'une
communication nauséabonde,
elle monte des « actions de nuit»
avec l'UNI et la police**

Dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 avril, une quinzaine de personnes ont retiré les poubelles et autres grilles qui bloquaient les accès à quatre bâtiments de l'université. Cette **action s'est faite dans une concertation inquiétante** : des étudiants se réclamant du groupe nationaliste universitaire UNI (dont le slogan est « Pour l'éducation, par la nation ») étaient accompagnés de vigiles de la société privée employée par la présidence de l'Université ainsi que d'agents des renseignements territoriaux. Plusieurs véhicules de police étaient par ailleurs garés aux abords du campus pour « sécuriser » cette intervention.

Ce mercredi 11 avril, dès l'aube, le campus de l'Esplanade était encerclé par des dizaines de camionnettes de CRS. Ceux-ci sont intervenus pour chasser du campus les étudiant.e.s mobilisé.e.s contre les réformes en cours et à venir de l'enseignement secondaire et supérieur, parachevant ainsi le travail entamé la nuit précédente. L'UNI et M. Deneken ont clamé d'une même voix la « libération » de l'Université de Strasbourg.

Toute la matinée le campus a été en état de siège par la police ce qui est inadmissible. **Si une telle situation venait à se reproduire, Sud Education Alsace, appellera les personnels à faire usage de leur droit de retrait.**

Une Assemblée Générale (AG) s'est ensuite tenue pendant 3h devant le Patio, fermé administrativement tout comme 4 autres bâtiments de l'université.

Environ **1 000 personnes** ont participé à cette AG comme en témoigne le résultat d'un vote serré au cours duquel ont été comptabilisées 850 voix. Il faut rajouter au nombre de 850 les très nombreuses personnes, notamment personnels de l'université, qui n'ont pas voulu prendre part aux votes.

Par naïveté ou stratégie politique, après avoir annoncé l'ouverture de tous les bâtiments (invitant donc personnels et étudiant.e.s à rejoindre le campus) la direction de l'Université a fermé 4 bâtiments en communiquant, avec l'aide de certaines organisations étudiantes, sur le fait que cela était de la responsabilité des « bloqueurs » afin d'attirer des étudiant.e.s mécontent.e.s de participer à l'AG de 10h.

Deux Vice-Présidents de l'Université ont été les premiers à prendre la parole lors de cette AG. Ils se sont instantanément transformés en V(R)P de la loi ORE, F. Gauer, entamant son intervention par un hallucinant **«on réussit mieux quand on est à sa place»**.

Au final trois votes ont été effectués :

- un en faveur de l'abrogation de la loi ORE : POUR, en très large majorité ;
- un pour la participation à la manifestation du 19 avril 2018 : POUR, en très large majorité ;
- un au sujet de la poursuite du blocage de l'université le jeudi 12 avril : 420 voix pour, 430 contre.

Comme nous le dénonçons à longueur de communiqués, M. Deneken a fait le choix d'une communication visant à exacerber les tensions. Nous considérons qu'un tel choix est irresponsable et tenons à préciser la nature d'un événement grave qui s'est déroulé sur le campus lundi matin. Lundi soir, en direct sur France3, M. Deneken a conclu son intervention en annonçant « un enseignant a été gravement blessé par des bloqueurs ». Sans chercher à justifier ni excuser cet événement regrettable, il nous semble important d'expliquer ce qui s'est réellement passé. Lundi matin, un professeur de droit de l'Université Paris II, s'est emporté contre les étudiant.e.s mobilisé.e.s et a fini par attraper un étudiant par son écharpe en clamant haut et fort qu'il regrettait « le bon vieux temps où on mettait fin aux blocages à coups de battes de base-ball ». Un étudiant réagira à cette scène de façon malheureuse en décochant un coup de poing qui engendra 5 points de sutures au niveau de l'oreille de l'enseignant.

Quand un collègue se prend pour un émule des invités de P. Pétel et des sbires de J.L. Coronel de Boissezon, il est largement hors-jeu aussi ! Contrairement à ce qu'affirme M. Deneken, nous sommes très loin d'un « blessé grave » au sens médical du terme ! Ledit professeur était d'ailleurs resté sur le campus, essayant de recommencer ses provocations à une autre entrée de l'Escarpe : il y a été entendu insulter des étudiant-e-s mobilisé-e-s, qui lui ont calmement dit d'aller se soigner et de porter plainte si il le voulait.

Strasbourg, le 12/04/18

